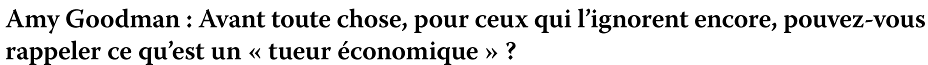


John Perkins, tueur économique repenti :

John Perkins est un ancien « tueur économique » qui a mis pendant dix ans son talent de persuasion et ses compétences d'économiste au service du premier empire mondial. Sa mission : ruiner des pays du tiers-monde pour asseoir les intérêts de grosses entreprises américaines. Aujourd'hui repenti, l'auteur des *Confessions d'un assassin financier* fait campagne pour convaincre les sociétés de se responsabiliser aux niveaux économique, social et environnemental. La journaliste Amy Goodman l'a interviewé le 5 juin 2007 pour le média alternatif américain *Democracy Now !*, à l'occasion de la sortie de son second livre *L'histoire secrète de l'empire américain...*, qui n'est pas encore édité en France.



Amy Goodman : Avant toute chose, pour ceux qui l'ignorent encore, pouvez-vous rappeler ce qu'est un « tueur économique » ?
John Perkins : Je dirais simplement que depuis la Seconde Guerre mondiale, nous, les tueurs économiques, avons réussi à créer le premier empire véritablement mondial. Cela s'est fait sans l'armée, contrairement aux autres empires à travers l'histoire, mais par une utilisation très subtile de l'économie.
Nous avons de nombreuses façons de travailler, la plus courante étant celle où nous choisissons un pays du tiers-monde dont les ressources sont convoitées par nos sociétés, comme le pétrole, par exemple. Nous convenons ensuite d'un prêt ruineux, prêt accordé par la Banque mondiale ou l'une de ses organisations sœurs. Mais le pays ne voit jamais la couleur de l'argent. Au contraire, il est versé aux sociétés américaines qui construisent de grands projets d'infrastructure, comme des réseaux électriques, des parcs industriels, des ports ou des routes. Seules quelques personnes très riches en profitent, ces choses restant inaccessibles aux pauvres. Ils ne sont pas raccordés aux réseaux électriques. Ils n'ont pas les compétences pour obtenir des emplois dans les parcs industriels. Mais tout le pays supporte cette dette colossale impossible à rembourser. C'est à ce moment-là que nous, tueurs économiques, nous nous rendons sur place pour dire : *« Vous savez que vous nous devez beaucoup d'argent. Vous ne pouvez pas rembourser votre dette alors vous devez vous saigner aux quatre veines ».*

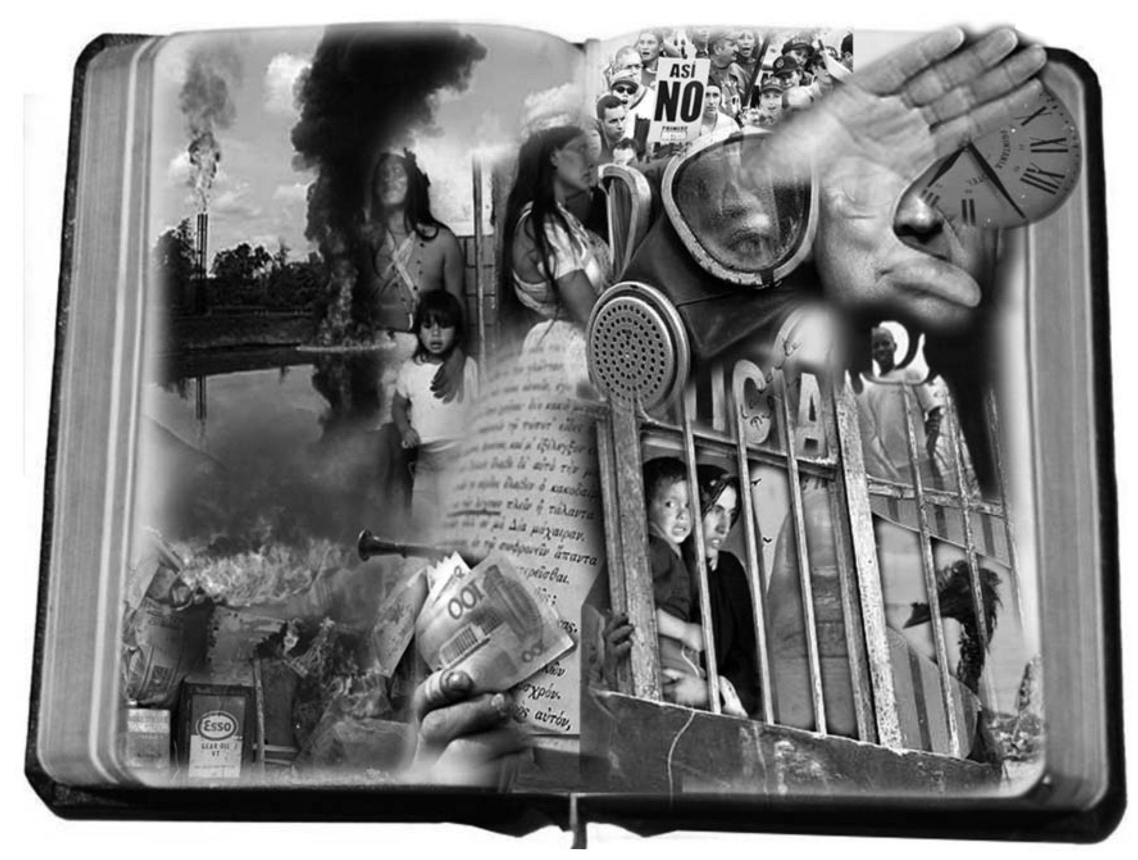


Par Amy Goodman © 2007

A. G. : Racontez-nous votre histoire. Comment êtes-vous devenu un tueur économique ?
J. P. : À ma sortie de l'école de commerce de l'Université de Boston, j'ai été recruté par la National Security Agency (NSA), le plus grand, et peut-être le plus secret organisme d'espionnage du pays.

A. G. : Les gens pensent parfois que cela correspond à la CIA, mais la NSA est bien plus grande…

« Nous devons exiger des entreprises **qu'elles améliorent le monde »**



J. P. : Oui, beaucoup plus grande. Elle l'était du moins à cette époque. Et elle est vraiment impénétrable. Beaucoup de rumeurs circulent à son sujet. On en sait pas mal sur la CIA, mais pas sur la NSA. Elle affirme travailler dans la cryptographie, c'est-à-dire le codage et le décodage de messages, mais en réalité, on sait qu'elle se livre aux écoutes téléphoniques. Ce fait a été divulgué récemment.

Pendant ma dernière année d'université, j'ai passé une série de tests très poussés, comme le détecteur de mensonge ou des tests psychologiques. C'est alors que j'ai été sélectionné comme un bon tueur économique potentiel. Ils ont aussi repéré dans ma personnalité un certain nombre de faiblesses susceptibles de faciliter mon embrigadement, faiblesses qui sont aussi les trois grandes drogues de notre culture : l'argent, le pouvoir et le sexe. Qui, parmi nous, n'en a pas au moins une ? À l'époque, j'avais les trois.

Ensuite, j'ai rejoint le Corps des volontaires de la paix, encouragé par la National Security Agency. J'ai passé trois ans en Équateur aux côtés des indigènes d'Amazonie et des Andes, des gens qui, à l'époque, commençaient et continuent aujourd'hui à se battre contre les compagnies pétrolières. En fait, ce sont eux qui viennent d'intenter le plus grand procès de l'histoire sur une question environnementale contre Texaco (Chevron). C'était un excellent entraînement pour ce que j'allais être amené à faire.

Ensuite, alors que je faisais toujours partie du Corps des volontaires de la paix, une compagnie privée américaine appelée Charles T. Main, société de conseils de Boston d'environ deux mille employés, m'a recruté. J'ai commencé comme tueur économique et je me suis finalement hissé au sommet de cette organisation en tant qu'économiste en chef.

A. G. : Quel est le rapport avec la NSA ? Y avait-il un lien ?

J. P. : Ce qui est très intéressant avec ce système, c'est qu'il n'y a aucun lien direct. La NSA m'avait fait passer un entretien et m'avait sélectionné avant de me confier à cette société privée. C'est un système très discret et très intelligent qui utilise l'industrie privée pour faire le travail. Ainsi, si l'on est pris en flagrant délit de versement de pots-de-vin ou de corruption des représentants locaux dans un pays donné, on peut alors rejeter la responsabilité sur cette industrie et non sur

le gouvernement américain. C'est intéressant de constater que dans les quelques cas où les hommes de main échouent, ceux qu'on appelle les « chacals », les personnes qui ont pour mission de renverser les gouvernements ou d'assassiner leurs dirigeants viennent aussi de l'industrie privée. Ce ne sont pas des employés de la CIA. Nous avons tous cette image de l'agent 007, engagé par le gouvernement pour tuer, avec un permis de tuer... Mais, à l'heure actuelle, d'après mon expérience, ce n'est pas le rôle des agents du gouvernement. On fait plutôt appel à des consultants privés pour assurer cette tâche. J'en connais un certain nombre personnellement.


Antoine Pouly

Nous assistons actuellement en Europe comme en Amérique Latine et au Moyen-Orient à un gigantesque phénomène sous-jacent de résistance, de protestation contre cet empire. La population commence à comprendre ce qui se passe…

A. G. : Dans votre second livre (encore indisponible en français), vous parlez d'une prise de pouvoir mondial à tous les niveaux. Justement, nous voyons ces protestations massives en Allemagne avant le sommet du G8. Parlez-nous de leur importance.

J. P. : Je pense que c'est très révélateur. Quelque chose est en train de se produire dans le monde aujourd'hui, quelque chose de très important. Ce que l'on peut dire avec certitude, c'est que nous vivons dans un monde très dangereux. C'est aussi un tout petit monde où l'on peut savoir immédiatement ce qui se passe en Allemagne, au milieu de l'Amazonie ou ailleurs.

A. G. : Expliquez-nous ce qu'est le Groupe des huit.

J. P. : Ce sont les pays les plus riches du monde. Ils dirigent le monde. Les États-Unis en sont le leader et ce sont en réalité des grandes sociétés qui dirigent tout cela. Ce ne sont pas les gouvernements parce qu'après tout, ils servent la volonté des sociétés. Ici, on sait que les deux prochains candidats à la présidence, républicain ou démocrate, devront chacun recueillir environ un demi milliard de dollars. Et cet argent ne viendra ni de vous ni de moi. Il viendra essentiellement des dirigeants de nos grandes sociétés. Ils leur sont totalement redevables. Alors, le G8, c'est ce groupe de personnes qui représentent les plus grandes multinationales au monde et qui obéit à leurs ordres.

Nous assistons actuellement en Europe comme en Amérique Latine et au Moyen-Orient à un gigantesque phénomène sous-jacent de résistance, de protestation contre cet empire. Et c'est un empire tellement ingénieux que les gens n'en ont pas conscience parce qu'il n'a pas fait appel à l'armée. Il a été bâti par les tueurs économiques et la plupart d'entre nous l'ignorons.

Une grande majorité d'Américains n'a pas la moindre idée des styles de vie incroyables que nous menons tous parce que nous faisons partie d'un empire très cruel qui asservit et abuse littéralement des peuples. Mais la population commence à comprendre ce qui se passe...

Le procès historique contre Texaco

A. G. : À propos d'Amérique Latine, revenons à ce procès Chevron-Texaco.

J. P. : Il est lourd de conséquences. Quand j'ai été envoyé en Équateur comme membre du Corps des volontaires de la paix en 1968, Texaco venait juste d'arriver dans le pays. À l'époque, l'entreprise, les hommes politiques et la Banque mondiale avaient promis au peuple que *« le pétrole sortirait le pays de la pauvreté »*. Les gens y ont cru ; moi aussi. C'est l'inverse qui s'est produit. Le pétrole l'a encore plus appauvri pendant que Texaco faisait fortune. Il a aussi détruit de vastes zones de la forêt amazonienne.

Le procès intenté aujourd'hui par un avocat new-yorkais, Steve Donziger, et quelques avocats équatoriens porte sur six milliards de dollars (quatre milliards et demi d'euros). Il s'agit de la plus grande action en justice sur une question environnementale de toute l'histoire, effectuée au nom de trente mille équatoriens contre Texaco (maintenant propriété de Chevron) et qui est accusé d'avoir déversé

Il s'agit de la plus grande action en justice sur une question environnementale de toute l'histoire, effectuée au nom de trente mille équatoriens contre Texaco (propriété de Chevron) qui est accusé d'avoir déversé soixante-dix milliards de litres de déchets toxiques dans la forêt équatorienne !



Lou Demetteis

soixante-dix milliards de litres de déchets toxiques dans la forêt équatorienne ! C'est trente fois plus que l'Exxon Valdez ! Des dizaines et des dizaines de personnes sont déjà mortes ou meurent actuellement de cancers et d'autres maladies liées à la pollution dans cette région de l'Amazonie. Ainsi, tout ce pétrole est sorti de cette zone et ce territoire est le plus pauvre de l'un des pays les plus pauvres de l'hémisphère. C'est incroyable !
Mais ce qui est très significatif à mes yeux, c'est que le cabinet d'avocats ait accepté la responsabilité du procès, mais pas bénévolement. Ils pensent que s'ils gagnent, ce dont ils ne doutent pas, cela sera très lucratif. C'est une décision philosophique. Ce n'est pas qu'ils veuillent s'enrichir : ils encouragent d'autres cabinets d'avocats à faire de même au Nigeria, en Indonésie, en Bolivie, au Venezuela et dans d'autres pays, et souhaitent que se développe une industrie d'avocats qui se mettent ainsi au service des pauvres tout en sachant qu'ils toucheront de l'argent de grosses entreprises jugées irresponsables.
J'étais en Équateur avec Steve Donziger il y a à peine deux semaines et il me disait : *« J'ai vu beaucoup d'entreprises faire des erreurs et ensuite essayer de se défendre devant un tribunal. Mais dans ce cas, Texaco n'a pas fait d'erreur. Ils ont agi délibérément. Ils savaient ce qu'ils faisaient. Pour économiser quelques dollars, ils ont tué beaucoup de gens ».* Maintenant, ils vont devoir payer, prendre leurs responsabilités et, avec un peu de chance, ouvrir la porte à un mouvement où les sociétés devront assumer la responsabilité des destructions commises.

A. G. : Abordons le sujet de l'Amérique Latine et de ses dirigeants, comme Jaime Roldós. Parlez-nous un peu de lui et de son importance. Vous le citez dans votre premier ouvrage *Confessions d'un tueur économique*.
J. P. : Oui, c'était un homme incroyable. Après de nombreuses années de dictature militaire en Équateur, avec les dictateurs-marionnettes des États-Unis, il y a eu une élection démocratique. Le programme d'un homme, Jaime Roldós, préconisait que les ressources du pays, et en particulier le pétrole qui à l'époque venait d'entrer en jeu, soient utilisées pour aider les Équatoriens. C'était à la fin des années 70. J'ai été envoyé en Équateur et au Panama en même temps pour travailler avec Omar Torrijos [général panaméen]. Mon rôle était d'amener ces hommes à se ranger à notre avis, de les corrompre...
Jaime Roldós a remporté une victoire écrasante, puis il a commencé à mettre à exécution sa politique, ses promesses ; il allait même taxer les compagnies pétrolières ! Si elles n'étaient pas disposées à reverser une plus grande partie de leurs profits aux Équatoriens, il menaçait de les nationaliser. On m'a donc envoyé là-bas, avec d'autres hommes de main. Je n'ai joué qu'un rôle assez mineur dans ce cas précis. Par contre, au Panama, avec Torrijos, c'était plus important. Notre mission dans ces pays était d'obliger ces hommes à changer leur politique, à contredire leurs promesses de campagne.
Au fond, notre rôle, c'est de leur dire : *« Si vous jouez notre jeu, je ferai de vous et de votre famille des personnes très riches. Je vous le garantis. Si, par contre, vous refusez, si vous tenez vos promesses, vous pouvez très bien finir comme Allende au Chili, Arbenz au Guatemala ou Lumumba au Congo. »*
Je peux faire la liste de tous les présidents que nous avons soit renversés soit assassinés parce qu'ils ne jouaient pas le jeu. Et Jaime Roldós a refusé de changer d'avis. Il est resté incorruptible, comme Omar Torrijos. Pour un tueur économique comme moi, c'était très inquiétant, car je savais que si j'échouais, ce serait un désastre : les chacals entreraient en scène et soit ils renverseraient ces hommes, soit ils les assassineraient. Et dans les deux cas, ils ont été assassinés. Je n'en doute pas un instant. Ils sont morts dans des accidents d'avion à deux mois d'intervalle en 1981, dans leur propre avion de tourisme.



Jaime Roldos est resté incorruptible, comme Omar Torrijos. Pour un tueur économique comme moi, c'était très inquiétant, car je savais que si j'échouais, ce serait un désastre : les chacals entreraient en scène et soit ils renverseraient ces hommes, soit ils les assassineraient. Et dans les deux cas, ils ont été assassinés.

Torrijos, Roldos, même combat, même mort

A. G. : Dites-nous en plus sur ce qui s'est passé avec Omar Torrijos.

J. P. : Omar, encore une fois, résistait de manière exemplaire aux États-Unis, exigeant que le Canal de Panama reste aux mains des Panaméens. J'ai passé beaucoup de temps avec lui et je l'appréciais beaucoup en tant qu'individu. Il était extrêmement charismatique et courageux et aussi très nationaliste dans son désir d'obtenir le meilleur pour son peuple. Je ne suis pas arrivé à le corrompre. J'ai tout essayé. Et plus j'échouais, plus je redoutais qu'il lui arrive quelque chose. Et effectivement : son avion s'est écrasé au mois de mai peu après que Torrijos ait réuni sa famille pour leur annoncer : *« Je suis probablement le prochain sur la liste, mais je suis prêt à partir. Le Canal a été rendu. »* Il avait signé un traité avec Jimmy Carter pour reprendre le contrôle du Canal de Panama. Il a ajouté : *« J'ai fait mon travail et je peux maintenant partir. »* Il a ensuite fait un rêve dans lequel il était dans un avion qui s'écrasait contre une montagne. Torrijos est mort deux mois après Jaime Roldós.

A. G. : Vous avez rencontré ces deux hommes. À quoi ressemblaient vos conversations avec eux ?

J. P. : Oui, je les ai rencontrés tous les deux.
J'ai passé beaucoup de temps avec Torrijos lors de réunions formelles, de cocktails ou de barbecues. Il aimait beaucoup tout cela. J'essayais sans cesse de le rallier à nous, en lui rappelant que s'il acceptait, lui et sa famille obtiendraient des contrats très lucratifs, qu'ils deviendraient très riches, etc. Et je le mettais en garde, mais il n'avait pas besoin de mes avertissements, il savait ce qui l'attendait s'il ne se ralliait pas à nous. Sa position était : *« Je veux faire ce que je peux dans cette vie et ensuite, peu m'importe. »*
Après que j'ai écrit *Les Confessions...* , Martha Roldós, la fille de Jaime, s'est rendue aux États-Unis pour me rencontrer. Je viens de passer du temps avec elle en Équateur. Elle fait maintenant partie du Parlement équatorien et vient juste d'être élue. Elle a épousé le neveu d'Omar Torrijos. Elle avait dix-sept ans quand ses parents sont morts. Sa mère était aussi dans l'avion...

A. G. : Quelles étaient vos conversations à l'époque avec d'autres prétendus hommes de main ? Je veux dire, quand vous étiez l'économiste en chef de Charles Main.

J. P. : En fait, quand nous étions ensemble, nous pouvions très bien être assis à une table, à l'Hôtel Panama par exemple, en sachant que notre but à tous était de convaincre ces personnes. Mais nous avions aussi notre emploi officiel, qui consistait à faire des études économiques attestant comment, en acceptant un prêt, un pays pourrait améliorer son produit intérieur brut.
Nous produisions donc ces rapports économiques susceptibles de prouver à la Banque mondiale ainsi qu'à Omar Torrijos que s'il acceptait ces énormes emprunts, le produit national brut de son pays augmenterait rapidement, tirant son peuple de la pauvreté. Et ces rapports étaient logiques d'un point de vue économétrique, et il est vrai que le PNB augmentait vraiment. Mais ce qui était aussi vrai – Omar et Jaime Roldós le savaient et je commençais à le comprendre – c'est que, même si l'économie générale augmentait, les pauvres s'appauvrissaient avec ces prêts. Les riches s'enrichissaient parce que la plupart des pauvres n'avaient rien à voir avec le produit national brut. Un grand nombre d'entre eux n'avaient même

Il faut savoir que si nous voulons vivre dans un monde sans danger, nous devons exiger de payer des prix plus élevés pour des choses comme les ordinateurs portatifs et les téléphones cellulaires et qu'une bonne partie de l'argent soit reversée aux gens qui exploitent le coltan. C'est la même chose pour le pétrole et pour tant d'autres ressources que nous ne voulons pas acheter à leur véritable coût.


Antoine Pouly

pas de revenu. Ils vivaient de l'agriculture et ne bénéficiaient de rien, mais ils étaient responsables de la dette. À cause de cet énorme fardeau, à long terme, leur pays ne pourrait plus leur fournir de systèmes de santé, d'éducation ni d'autres services sociaux.

Congo : notre part de responsabilité

A. G. : Parlez-nous du Congo.

J. P. : Ah ! L'Afrique et le Congo, c'est une histoire vraiment accablante ! Une histoire cachée également. Ici, aux États-Unis, nous ne parlons même pas de l'Afrique ; nous n'y pensons pas. Le Congo possède un minerai qu'on appelle le coltan, ce dont la plupart d'entre nous n'ont peut-être jamais entendu parler, mais que contiennent tous les téléphones cellulaires et les ordinateurs portatifs. Plusieurs millions de personnes ont été tuées ces dernières années au Congo pour le coltan, parce que vous, moi et tous les pays du G8 voulons acheter des ordinateurs portatifs et des cellulaires bon marché. Bien sûr, les entreprises qui les fabriquent les vendent sur la base du : *« Regardez, le mien coûte deux cents dollars de moins que l'autre société ! »*. Mais, pour pouvoir faire cela, on asservit des Congolais. Les mineurs meurent de l'exploitation du coltan. Il y a aussi ces grands conflits pour en obtenir à bas prix. Il faut savoir que si nous voulons vivre dans un monde sans danger, nous devons exiger de payer des prix plus élevés pour des choses comme les ordinateurs portatifs et les téléphones cellulaires et qu'une bonne partie de l'argent soit reversée aux gens qui exploitent le coltan. C'est la même chose pour le pétrole et pour tant d'autres ressources que nous ne voulons pas acheter à leur véritable coût. Des millions de personnes dans le monde souffrent des conséquences de cette attitude. Environ cinquante mille personnes que l'on pourrait guérir meurent chaque jour de la faim ou de maladies liées à la faim sans qu'on leur fournisse de médicament tout simplement parce qu'ils font partie d'un système où de longues heures de travail ne sont récompensées que par des salaires très très bas, ceci afin que nous, nous puissions avoir des produits moins chers chez nous. Le Congo est un exemple vraiment édifiant de ce problème.

L'Irak n'est pas un désastre pour tout le monde...

A. G. : Vous parlez des pseudo défaites au Viêtnam et en Irak, et de ce qu'elles signifient pour les entreprises...

J. P. : Oui... Vous et moi, nous les voyons comme des défaites. Et toute personne ayant perdu un enfant, un frère ou un époux le voit certainement de cette manière. Les entreprises, elles, ont fait d'énormes profits grâce au Viêtnam : l'industrie militaire, les grandes entreprises, les sociétés de bâtiments. Et bien sûr, elles font cela à une très grande échelle en Irak. Alors, les « corporatocrates », ces gens qui soutiennent que les jeunes Américains doivent continuer à se battre dans ce pays, font d'énormes profits. Il n'y a pas d'échec pour ces entreprises, mais des réussites économiques. Je sais que cela paraît cynique. Je suis cynique à ce sujet. J'ai été là-bas, j'ai vu ce qui se passait. On ne peut plus laisser faire tout cela. Personne ne doit laisser faire cela.

A. G. : C'est le quarantième anniversaire de la guerre israélo-arabe de 1967. Vous parlez d'Israël comme d'une « Forteresse Amérique » au Moyen-Orient.

J. P. : Selon moi, c'est très triste, mais aussi très révé-



On peut tous agiter des bannières « Tibet libre », et l'on doit le faire. Mais pourquoi ne pas libérer aussi les pays qui sont sous notre coupe ? Je pense que l'Irak est dans une situation encore pire que le Tibet d'aujourd'hui.

lateur, une fois encore, que l'on incite les Israéliens à croire qu'au fond, on les indemnise avec cette terre en compensation de l'Holocauste. Il est évident que cet évènement a été horrible et qu'ils méritent qu'on s'occupe d'eux, qu'on les dédommage, qu'on leur permette la stabilité. Mais pourquoi les installer dans cette région, au milieu du monde arabe, leur ennemi traditionnel ? Pourquoi avoir choisi une région aussi instable ? Tout simplement pour nous servir de cette gigantesque forteresse dans les plus grands champs pétrolifères connus au monde actuellement. Nous le savions quand nous avons installé l'État d'Israël là-bas… Nous avons construit cette vaste base militaire, ce camp armé au milieu des champs pétrolifères du Moyen-Orient entourés par les communautés arabes. Ainsi, il est évident que nous avons engendré une énorme accumulation de rancœur et de colère ainsi qu'une situation pour laquelle il est difficile d'entrevoir une issue positive. Force est de constater que notre base militaire en Israël nous permet d'avoir une énorme défense, de lancer des attaques. C'est l'équivalent des châteaux des croisés au Moyen-Orient, et c'est vraiment très triste, extrêmement triste que les Israéliens soient entraînés dans cette situation. Ça l'est aussi pour les Américains. C'est une situation pénible pour le monde.

A. G. : Nous sillonnons le globe, John Perkins, exactement ce que vous avez fait pendant vos années de consultant international. Vous avez aussi écrit des livres sur le chamanisme ainsi que sur le Tibet. Quelle est la place de ce pays ici ?

J. P. : J'étais au Tibet il y a à peine quelques années. Chose intéressante, j'y avais amené avec moi un groupe d'une trentaine de membres d'un organisme à but non lucratif… Il est évident que le Tibet actuel est démoralisant, la présence chinoise étant extrêmement forte. On voit la façon dont la culture tibétaine a été écrasée. On sent toujours la présence de soldats et d'espions chinois. Durant le voyage, beaucoup de personnes ont pris conscience de l'horreur de la situation. Mais les personnes qui avaient été avec moi en Amazonie, où les compagnies pétrolières et notre armée font la même chose, ont dit : « Est-ce que cela ne nous rappelle pas ce que nous faisons dans une grande partie du monde ? ». C'est quelque chose qu'on a tendance à oublier.

On peut tous agiter des bannières « Tibet libre », et l'on doit le faire. Mais pourquoi ne pas libérer les pays qui sont sous notre coupe aussi ? Je n'aime pas dire cela de cette façon, parce que certaines personnes pourraient ne pas être d'accord avec moi mais, je pense que l'Irak est dans une situation encore pire que le Tibet d'aujourd'hui. La situation au Tibet ressemble à ce que nous mettons en œuvre dans le monde, même si la plupart des Américains ne s'en rendent pas compte. Ils savent ce que font les Chinois, mais pas ce que nous faisons en réalité à un niveau bien plus grand.

États d'âme

A. G. : John, parlez-nous de votre transformation. Vous gagniez beaucoup d'argent, vous voyagiez à travers le monde. Vos fonctions vous permettaient de rencontrer des présidents et des Premiers ministres et de les faire capituler. Qu'est-ce qui vous a fait changer et finalement prendre la décision d'écrire à ce sujet ?

J. P. : Quand j'ai commencé, j'avais derrière moi trois ou quatre cents ans de calvinisme yankee dans le New Hampshire et le Vermont, avec des principes moraux très forts. Je viens d'une famille républicaine assez conservatrice. Et pendant les dix années où j'ai été assassin financier, de 1971 à 1981, j'étais plutôt jeune, mais cela me causait quand même des problèmes de conscience. Mais, tout le monde m'encourageait, les présidents de tous ces pays et celui de la Banque mondiale, Robert McNamara, me complimentaient. On m'a demandé de donner des conférences à Harvard et ailleurs sur mon activité. Et ce que je faisais n'était pas illégal ; ça aurait dû l'être, mais ça ne l'était pas. Et cela me déchirait le cœur. Le temps a passé et j'ai commencé à comprendre de mieux en mieux ; c'est devenu plus difficile pour moi

de continuer. J'avais une équipe d'une quarantaine de personnes à mon service. Tout s'accumulait.

Un jour, en vacances, alors que je faisais du bateau dans les îles Vierges, j'ai mouillé près de l'île de Saint-John. J'ai tiré le petit canot [jusqu'à la rive] et j'ai escaladé la montagne... jusqu'à cette vieille plantation de canne à sucre en ruines. C'était magnifique, les bougainvillées, le soleil couchant... Je me suis assis là, me sentant en paix. Et puis, j'ai soudain réalisé que cette plantation avait été bâtie sur les os de milliers d'esclaves, que l'hémisphère entier avait été bâti sur les os de millions d'esclaves. Je suis devenu très en colère et très triste. J'ai soudain réalisé que je permettais à tout cela de continuer, que j'étais un négrier qui laissait les choses se produire d'une façon un peu différente, plus subtile. Mais le résultat était tout aussi lamentable. À ce moment-là, j'ai pris la décision de ne plus jamais recommencer. Je suis ensuite revenu à Boston quelques jours plus tard et j'ai démissionné.

A. G. : Vous avez donc donné votre démission, mais ce n'était qu'une étape. Écrire à ce sujet en est une autre. Parlez-nous de vos tentatives au fil du temps.

J. P. : Après mon départ volontaire, j'ai essayé plusieurs fois d'écrire le livre qui allait devenir les *Confessions d'un assassin financier*, mais à chaque fois que je prenais contact avec d'autres hommes de main avec lesquels j'avais travaillé ou des chacals pour recueillir leurs histoires, la nouvelle se répandait et on me menaçait. Ma fille était jeune à l'époque. Elle a maintenant vingt-cinq ans. On m'a aussi proposé des pots-de-vin et j'en ai accepté un d'environ un demi-million de dollars (340 000 euros). C'est ce qu'on appelle un « pot-de-vin légal », mais ça reste illicite. On me l'a donné à condition que je n'écrive pas le livre. Il n'y avait pas de doute à ce sujet. J'en parle en détails. J'ai apaisé mon sentiment de culpabilité en mettant une grande partie de cet argent au service des organismes à but non lucratifs que j'avais créées, Dream Change et Pachamama Alliance, qui aident les Amazoniens à combattre les compagnies pétrolières. Mais je n'ai pas écrit l'histoire. Je trouvais toujours des excuses. J'ai écrit d'autres livres sur les populations autochtones. J'ai travaillé avec elles. J'ai écrit les ouvrages sur le chamanisme, etc. Et puis, le 11 Septembre, j'étais en Amazonie avec le peuple Shuar. Je me suis rendu à New York à Ground Zero. Alors que je me tenais là à regarder ce terrible cratère fumant, dans lequel on sentait encore l'odeur de chair brûlée, j'ai réalisé que je devais écrire ce livre. Je ne pouvais plus remettre ma décision à plus tard. Les Américains ne comprenaient pas pourquoi tant de gens dans le monde étaient en colère, frustrés et terrifiés. Je devais assumer ma responsabilité dans les évènements du 11 Septembre. En réalité, d'une certaine façon, nous le devons tous. Ce qui ne veut pas dire fermer les yeux sur les tueries, jamais. Je n'excuse rien. Mais j'ai vraiment réalisé que le peuple

Extrait des *Confessions*

La subtilité des moyens utilisés pour créer cet empire moderne ferait rougir de honte les centurions romains, les conquistadors espagnols et les puissances coloniales européennes des XVIIIe et XIXe siècles. Les assassins financiers sont rusés ; ils ont su tirer des leçons de l'histoire. Aujourd'hui, on ne porte plus l'épée. On ne porte ni armure ni costume distinctif. Dans des pays comme l'Équateur, le Nigeria ou l'Indonésie, les saboteurs sont vêtus comme des enseignants ou des boutiquiers. À Washington et à Paris, ils se confondent avec les bureaucrates et les banquiers. Ils semblent de simples individus normaux. Ils visitent les sites des projets et se promènent dans les villages appauvris. Ils professent l'altruisme, discourant, pour les journaux locaux, de la merveilleuse œuvre humanitaire qu'ils accomplissent. Ils couvrent de leurs bilans et de leurs projections financières les tables rondes des comités gouvernementaux et ils donnent des conférences sur les miracles de la macroéconomie à l'École de commerce de Harvard. Ils travaillent à découvert. Ou, tout au moins, ils savent se faire accepter tels qu'ils se présentent. C'est ainsi que le système fonctionne. Ils commettent rarement des actes illégaux, car le système lui-même repose sur le subterfuge et est légitime par définition. Cependant – et c'est là un sévère avertissement –, s'ils échouent, une espèce plus sinistre encore entre en scène, ceux que l'on appelle les chacals, qui sont les héritiers directs des empires de jadis. Ils sont toujours présents, tapis dans l'ombre. Quand ils en sortent, des chefs d'État sont renversés ou meurent dans des « accidents » violents. Et si, par hasard, les chacals échouent, comme en Afghanistan ou en Irak, les vieux modèles ressurgissent. Quand les chacals échouent, de jeunes Américains sont envoyés au combat, pour tuer et pour mourir.

En dépassant le gros monstre de béton s'élevant de la rivière, j'étais très conscient d'avoir les vêtements trempés de sueur et les tripes contractées. Je me dirigeais vers la jungle afin d'y rencontrer des indigènes déterminés à se battre à mort pour arrêter cet empire que j'ai contribué à créer et j'étais en proie à la culpabilité. Je me demandais comment le gentil petit campagnard du New Hampshire que j'avais été autrefois avait pu finir par exercer un si sale métier.

Confessions d'un assassin financier,
John Perkins, éd. Al Terre, 2004.
Voir boutique p. 99.

américain avait besoin de comprendre la raison de tant de colère dans le monde. Je me devais d'écrire ce livre.
Cette fois-ci, je n'en ai parlé à personne. Même si ma femme et ma fille savaient que j'écrivais, elles ignoraient le sujet de mon livre. Je ne suis entré en contact avec personne, ce qui a rendu les choses un peu plus difficile. Mais finalement, j'ai envoyé le manuscrit à un très bon agent new-yorkais qui l'a ensuite envoyé à des éditeurs. À partir de ce moment-là, le livre était devenu ma meilleure police d'assurance : si quelque chose d'étrange m'arrivait, même maintenant, le livre se vendrait soudainement. Il se vend bien depuis longtemps. Parfois, des gens me disent : « N'avez-vous pas peur que votre éditeur essaie de vous assassiner afin de stimuler les ventes ? ». Je ne suis pas inquiet.

Version off du coup d'État aux Seychelles

A. G. : Vous dites à propos de Jack Corbin qu'« un chacal est né ». Qui est-ce ?
J. P. : Ce n'est pas son vrai nom, même si c'est une personne réelle. Il est bien en vie et travaille pour nous en Irak. Mais c'est un chacal, un assassin. Pour moi, l'une des histoires les plus fascinantes concerne les Seychelles, un petit pays, une île, au large de la côte africaine. Et il se trouve qu'elle est située près de Diego Garcia, l'une des bases aériennes américaines les plus stratégiques.
Diego Garcia a une longue histoire. Mais, à la fin des années 70, le président des Seychelles était ami avec nous. James Mancham a été renversé dans un coup d'État sans effusion de sang par France-Albert René, un socialiste. Et ce dernier a menacé de nous faire sortir de Diego Garcia, de révéler la vérité derrière les choses terribles qui nous permettaient d'être là. Il y a de nombreux détails dans lesquels je ne rentrerai pas maintenant...

A. G. : De plus, il s'agit d'une base militaire très importante.
J. P. : Oh, extrêmement. Elle a été utilisée, et continue de l'être, en Afghanistan et en Irak ainsi que dans des sorties en Afrique et dans d'autres régions du globe. En tout cas, on a annulé mon travail et quelque temps plus tard, une équipe d'assassins a été envoyée en provenance d'Afrique du Sud. Quarante-cinq ou quarante-six personnes, je ne me souviens pas du nombre exact, devaient jouer le rôle d'une équipe de rugby pour apporter des cadeaux de Noël aux enfants des Seychelles. Leur véritable mission était de renverser le gouvernement et d'assassiner René. Je ne connaissais pas ces individus à l'époque. Maintenant, je connais Jack Corbin, je le connais très bien et personnellement. Je l'ai rencontré depuis. Nos chemins se sont recroisés à l'époque, mais nous ne nous connaissions pas encore.

A. G. : Qu'est-ce qu'il a fait exactement ?
J. P. : L'équipe est entrée en scène et a été arrêtée à l'aéroport. Un agent de sécurité avait découvert une arme cachée sur l'un des membres. Il y a eu d'importants échanges de coups de feu dans l'aéroport de Mahi et ces mercenaires étaient encerclés à l'extérieur par des milliers de soldats. Jack m'a dit que c'était l'une des seules fois de sa vie où il avait compris qu'il allait mourir et qu'il avait du temps pour y penser. Il aurait pu mourir de nombreuses fois, mais il a réagi rapidement. Ils ne savaient pas quoi faire. Finalement un 707 de la compagnie Air India est arrivé en vue et a demandé la permission d'atterrir, ce qu'il a obtenu. Dès l'atterrissage, l'équipe l'a détourné et l'a fait décoller pour Durban,


Antoine Pouly

Nous devons forcer les entreprises à se redéfinir et je pense que c'est un objectif très réaliste. Tout cadre est assez intelligent pour comprendre qu'il est à la tête d'un système qui a échoué... Cela doit changer et ces dirigeants le savent...

en Afrique du Sud. L'évènement était documenté aux actualités nationales américaines et... je ne savais pas ce qui allait se passer quand on a mis fin à mon contrat. Mais à ce moment-là, je voyais l'évènement se dérouler. Ce que le monde a vu, c'est cet avion qui arrive à Durban, encerclé par des agents de sécurité sud-africains. Les hommes dans l'avion se sont rendus. Ils se sont faits embarquer, ont été envoyés devant le tribunal puis condamnés à la prison. Certains, je crois, ont été exécutés. C'est la fin de l'histoire telle que nous la connaissons.
Maintenant que je connais Jack, la réelle version des faits est que, quand l'avion a été encerclé, les forces de sécurité ont appelé les pilotes au téléphone et ont découvert qu'à l'intérieur il y avait de bons amis à eux, leurs enseignants en fait. Ils ont conclu un marché : les hommes devaient se rendre. Ils ont vraiment passé trois mois en prison, mais ils avaient leur aile avec la télévision, etc. Puis on les a relâchés tranquillement. Bon nombre des membres de cette équipe travaillent aujourd'hui pour nous en Irak. Vous savez, ils font ce que nos soldats n'ont pas le droit de faire. Et ils gagnent beaucoup d'argent.

A. G. : Qui est cet homme, Jack Corbin, qui travaille en Irak aujourd'hui ?
J. P. : Il est dans une société privée locale dont le contrat vient du Pentagone, de la CIA, de l'une de ces organisations. Donc, comme le veut ce milieu, il y a un très grand nombre de mercenaires là-bas. Jack Corbin et ses compères sont les plus haut placés. Ce sont les personnes les plus qualifiées qui font le travail délicat. Nous avons aussi beaucoup de gens qui travaillent pour Blackwater et d'autres, vous savez, qui n'ont pas autant de compétences et qui sont juste là pour faire le sale travail. À ce niveau, on trouve de tout.

Convaincre les entreprises de changer

A. G. : John Perkins, quelles sont selon vous les solutions actuelles ?
J. P. : Cet empire que nous avons créé a un empereur qui n'est pas le président de ce pays. Le président exerce ses fonctions pendant une courte période de temps. Cela n'a pas vraiment d'importance si nous avons un démocrate ou un républicain à la Maison-Blanche ou qui dirige le Congrès : l'empire dure parce qu'il est géré par ce que j'appelle la corporatocratie, un groupe d'hommes à la tête de nos plus grandes entreprises. Ce n'est pas la thèse du complot. Ces hommes n'ont pas besoin de comploter. Ils savent tous ce qui sert leurs meilleurs intérêts. Ce sont vraiment des empereurs, au sens où ils ne se mettent pas au service des gens. Ils ne sont pas élus démocratiquement, ils n'ont pas un nombre de mandats limité. Au fond, ils ne dépendent de personne si ce n'est leurs comités, même si la plupart des PDG les dirigent en réalité. Ils sont le pouvoir à l'origine de tout cela. Ainsi, si nous voulons redresser la situation, nous devons les toucher profondément. Nous devons changer les entreprises, qui sont leur source d'influence. Le but principal des sociétés d'aujourd'hui est de faire d'importants profits, enrichissant quelques personnes chaque trimestre, chaque jour, à très court terme... Il n'y a aucune raison que cela continue d'exister.
On a défini les entreprises comme étant des individus. Les individus doivent être de bons citoyens. C'est ce que sont censées être les entreprises. Leur objectif premier doit être de prendre soin de leurs employés, de leurs clients et de toutes les personnes dans le monde qui fournissent les ressources utilisées pour faire fonctionner cette planète. Elles doivent aussi prendre soin de l'environnement et des communautés où vivent ces gens.
Nous devons forcer les entreprises à se redéfinir et je pense que c'est un objectif très réaliste. Tout cadre est assez intelligent pour comprendre qu'il est à la tête d'un système qui a échoué... Cela doit changer et ces dirigeants le savent... Je crois qu'ils veulent du changement... Nous devons les convaincre que leurs entreprises doivent améliorer le monde plutôt que de servir les intérêts de quelques riches et de les enrichir encore plus. Nous devons transformer la situation. C'est vraiment nécessaire.

A. G. : Je voudrais vous poser une dernière question rapide sur l'Équateur. Son ministre de la Défense, Guadalupe Larriva est mort dans un accident d'hélicoptère près de la base aérienne américaine de Manta [le 24 janvier]. Est-ce que vous en savez quelque chose?
J. P. : Oui. Je reviens de l'Équateur et tout le monde en parle parce que c'est aussi arrivé au ministre de la Défense de Jaime Roldós avant que ce dernier ne soit assassiné. Le fait que cela se soit passé près de la base de Manta et que l'accident ait été bizarre, deux hélicoptères entrant en collision, d'une façon très semblable à ce qui était arrivé à Jaime Roldós, fait dire à tous les Équatoriens qu'il s'agit d'une mise en garde lancée à Rafael Correa, le nouveau président du pays. ■

Traduction : Christèle Guinot

À propos de l'interviewer
Amy Goodman est la journaliste, présentatrice et productrice exécutive de Democracy Now émission alternative de radio et de télévision créée en 1996.

Notes de l'éditeur
La transcription complète de cette interview est disponible au http://www.democracynow.org/article.pl?SID+07:06:05:1492254.
Le livre de John Perkins, *Confessions d'un assassin financier*, figure dans la boutique de ce numéro, page 85.